

La Montée des périls 1898 – 1914

I. L'Affaire Dreyfus et ses suites (1898 – 1906)

1. L'« Affaire »

C'est une affaire sensible, qui commence quand la République va déjà moins bien.

Les services secrets français s'étaient rendus compte qu'un traître de l'État-Major français vendait des documents confidentiels à l'Allemagne. En 1894, de façon très rapide, on arrive à la conclusion que le traître n'est autre que le capitaine Alfred Dreyfus, de religion juive. À l'époque, il y a une sorte de crispation nationale dans tous les pays d'Europe (Allemagne, Russie, ...), avec l'antisémitisme, qui engendre des pogroms, et que vient contrer le sionisme. Dreyfus est condamné au bagne et détracté publiquement.

En janvier 1898, Émile Zola utilise le journal de Georges Clémenceau, *l'Aurore* (Radical-Républicain) pour publier son célèbre « J'Accuse », destiné à relancer le procès. Cela coupe la France en deux : dreyfusards d'un côté, antidreyfusards de l'autre, au point que des troubles apparaissent, notamment dans Paris. La liberté d'un individu pèse-t-elle face à la raison d'État ? C'est la question que pose l'affaire, et qui rappelle l'*Antigone* de Sophocle.

- Les antidreyfusards

Ce sont la Ligue des Patriotes (les anciens boulangistes), *l'Action Française*, animée par Charles Maurras, également d'inspiration boulangiste, la Ligue de la Patrie Française (menée par le poète François Coppée et l'écrivain Maurice Barres, entre autres), la Ligue antisémite, créée pour l'occasion, qui a pour fer de lance le journal *La Croix* (aujourd'hui d'inspiration plutôt catho-gauchisante).

Les antidreyfusards ne sont pas forcément que de droite.

- Les Dreyfusards

Ce sont la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et tous les républicains radicaux, socialistes, quelques bourgeois antimilitaristes, et quelques catholiques.

- Destin personnel d'Alfred Dreyfus

Dreyfus obtient grâce à la publicité de l'affaire un nouveau jugement. Le véritable coupable est démasqué et se suicide. On condamne tout de même Dreyfus à 10 ans de prison, mais on lui accorde les circonstances atténuantes et la grâce présidentielle. Dreyfus accepte tout, et l'État ne perd pas la face. Il n'est cependant réhabilité qu'en 1906, et redevient alors capitaine de l'armée française. Son comportement dévoué est à la fois admirable et consternant. Il mourra en 1935.

2. La politique d'« Action Républicaine » (1899 – 1906)

L'affaire Dreyfus sert en quelque sorte de catalyseur aux radicaux : aux élections de 1899, la gauche l'emporte. Cette victoire est aussi due à l'effet des lois scolaires, qui inculquent la mentalité républicaine dans les esprits. C'est la gauche d'Action Républicaine sous la direction de Pierre Waldeck-Rousseau.

- Le gouvernement de Pierre Waldeck-Rousseau

Il épure le gouvernement, l'administration et l'armée des nationalistes.

On voit apparaître la République face à la société et aux problèmes sociaux. Du point de vue des problèmes sociaux, la République commence au début du siècle à faire voter des

lois sociales (la dernière remontait alors à 1874, et c'était celle limitant le temps de travail des femmes et des enfants) :

- Loi sur les accidents du travail, en 1899, qui précise qu'en cas d'accident du travail, c'est désormais à l'employeur de prouver qu'il y a eu faute de son salarié. L'employeur est donc responsable a priori, ce qui change beaucoup de choses en faveur des salariés : auparavant, c'était à eux de prouver que la faute venait de leur patron, ce qui n'était bien évidemment pas sans risques pour eux.
- En 1900, c'est la loi Millerand, qui instaure la journée de 10h. On charge l'Inspection du travail de contrôler l'application de la loi.
- En 1901, c'est la loi (dite « loi 1901 ») qui autorise les associations.

2. Fondation du Parti Radical (1901)

C'est le premier grand parti français. Il regroupe tous les républicains de gauche. En 1902, victoire du parti, après 30 ans d'oppositions, ce qui va entraîner de nouvelles vagues de réformes militantes contre l'Église catholique.

3. Les gouvernements d'Émile Combes, puis de Maurice Rouvier

- Loi de 1904, interdisant aux congrégations religieuses d'enseigner (les Jésuites étant particulièrement visés). Ces congrégations vont donc aller s'installer aux frontières de la France. Cette loi crée des tensions entre la République et ses régions, à l'époque fortement marquées par le catholicisme.
- Loi de 1905, **séparant les Églises de l'État**.
Aristide Briand a été le rapporteur de cette loi, qui mène à la rupture du Concordat signé entre Bonaparte et la papauté en 1801. Le concordat spécifiait que l'État français reconnaissait l'existence d'une Église et lui accordait une place dans la représentation de la présence publique, ainsi que le privilège d'une rémunération pour les cultes. En contrepartie, l'Église consultait l'État au moment de la nomination de responsables importants, comme les évêques.
À partir de 1905, les ministres des cultes doivent donc subsister sans intervention de l'État, mais la pourra nommer qui elle veut. L'Église catholique perd l'essentiel de son pouvoir temporel. Elle y gagne à l'inverse en pauvreté et en rayonnement moral. Les bâtiments reviennent à l'État, mais les objets de culte restent à l'Église (cela implique un inventaire long et douloureux).
- Modifications du service militaire :
Sa durée est abaissée à deux ans, mais le gouvernement supprime le système de tirage au sort et les exemptions.
- Loi de juillet 1906 : les salariés ont le droit à un repos hebdomadaire obligatoire : le dimanche est le jour choisi, ce qui ne lasse pas de contenter l'Église catholique.
2 millions de personnes en bénéficient (le principal bénéficiaire étant le personnel domestique urbain).

II. L'instabilité ministérielle et la marche à la guerre (1906 – 1914)

Pour les radicaux, c'est une période d'exercice incontesté du pouvoir, appelée la « République des camarades ». Cependant, les difficultés s'accumulent.

1. Les gouvernements Clémenceau (1906 – 1909) : problèmes économiques et sociaux

Georges Clémenceau, chef des radicaux, va présider différents gouvernements pendant cette période.

Les problèmes économiques et sociaux sont de taille : hausse des prix, grèves très dures (avec la CGT, ou encore la grève des mineurs dans le nord, qui se terminera par 20 morts), agriculteurs en colère (les viticulteurs, ruinés, incendient des préfectures).

En même temps, les paysages politiques et sociaux se recomposent, et en avril 1905 naît le

deuxième grand parti français.

- Fondation au Congrès de Paris de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), qui adhère à la II^e Internationale, dite « Internationale Socialiste ». Le parti est issu du PS d'Alexandre Millerand. Quant au nom, il se conserve jusqu'en 1972. C'est ainsi que naît le Parti Socialiste français.

Jean Jaurès mène le parti, avec Jules Guesde et son courant Marxiste, ainsi qu'Édouard Vaillant.

Parmi les thèmes de la SFIO, le refus d'une compromission avec le « révisionnisme » (le socialisme allemand). Avec le temps (et le poids du SPD dans la II^e Internationale), ils évolueront eux aussi vers la social-démocratie.

Il y a cependant alors un fossé entre le socialisme français et la social-démocratie : le socialisme français veut la conquête du pouvoir, la nationalisation (ou socialisation) des moyens de production, le passage à une société collectiviste ou communiste.

À cette époque, certains anciens défenseurs du socialisme s'en éloignent, le trouvant trop marxiste : ainsi s'en vont Aristide Briand et Alexandre Millerand, entre autres.

Quels rapports vont s'instaurer entre le socialisme et la CGT (alors principal syndicat) ?

- Charte d'Amiens pour la CGT (1906)

La Charte d'Amiens précise que la CGT doit demeurer libre et indépendante vis-à-vis de tout parti politique, y compris de la SFIO. La cause de ce rejet est une sorte de « dépit amoureux » : malgré le programme marxisant de la SFIO, les hommes et les intentions vont pencher vers la social-démocratie.

L'équivalent espagnol qui se crée à l'époque est l'anarcho-syndicalisme.

2. L'alternance des gouvernements Aristide Briand et Raymond Poincaré entre 1909 et 1914
Aristide Briand a été 20 fois ministre, 11 fois Président du Conseil, c'est un ancien radical-socialiste, qui a rompu avec la SFIO. En 1909, il essaye de faire adopter l'impôt sur le revenu, issu du programme de Belleville : le Sénat refuse.

Durant son gouvernement, grognes et grèves des fonctionnaires et des cheminots. Il y a alors un basculement de la majorité à la Chambre des députés, qui choisit un modéré de droite anticlérical pour le poste de Président du Conseil : Raymond Poincaré. C'est un patriote, lorrain, libéral en économie, obsédé par la revanche sur l'Allemagne. En 1913, il quitte la vie parlementaire pour devenir Président de la République. Il ne fera rien pour empêcher la Première Guerre mondiale (qu'il souhaite, par ailleurs).

Briand redevient alors Président du conseil en juillet 1913. Il reprend son projet d'impôt sur le revenu, mais pour satisfaire la majorité patriote de l'Assemblée, il ré-augmente le service militaire à 3 ans.

3. La victoire électorale de la Gauche (1913) et le début de la Guerre
La gauche l'emporte aux élections d'avril/mai 1913. On a donc un infléchissement vers la gauche. Viviani devient Président du Conseil, et réalise enfin l'avant-dernier point du programme de Belleville : l'impôt sur le revenu, contre le maintien du service militaire à 3 ans, en juillet 1914. L'impôt sur le capital n'apparaîtra qu'en 1981, sous la présidence de François Mitterrand.

Quand la Guerre éclate, la France a pour Président du Conseil un socialiste pacifiste et un président de la république belliqueux. Le gouvernement de Viviani est remanié quand la guerre commence : des hommes de droite et des syndicalistes rentrent au gouvernement, pour former l'« Union sacrée ». Quelques personnalités refusent : Paul Faure et Pierre Laval à la SFIO, Alphonse Merrheim à la CGT. Jean Jaurès est assassiné le 31 juillet.

En 1917, création du couple Clémenceau – Poincaré. Ils galvanisent l'action des pouvoirs publics, reprennent en main l'État-major et font sortir la France du conflit.

III. La France à la veille de la guerre

La première vague de colonisation est celle qui correspond aux grandes découvertes de la Renaissance : colonisation des Amériques, dès 1492 ; installation de Jacques Cartier au Canada en 1525, au nom de la France. Plus tard, colonisation des Indes : la France conquiert les Îles Maurice et de la Réunion, dès 1741 une partie de l'Inde, qu'elle perd en 1763 avec le Canada, au profit du Royaume-Uni. La Louisiane, colonisée en 1699, est vendue par Bonaparte.

La deuxième vague de colonisation part de nouveau de l'Europe : les peuples européens souffrent d'un excédent de population, qui se détournera — ou sera détourné — vers l'outre-mer.

1. La politique coloniale

- Bilan

En 1871, il ne reste que des miettes de l'empire colonial français : la Guyane en Amérique du Sud, Saint-Pierre et Miquelon, ainsi que les Caraïbes en Amérique du Nord, quelques comptoirs sur la côte africaine, l'Île de la Réunion dans l'Océan Indien, et quelques comptoirs en Inde et en Indochine.

Deux nouvelles conquêtes s'y ajoutent :

- L'Algérie, dont la conquête avait commencé en 1830, sous Charles X. Le Second Empire l'avait négligée, et c'est la République qui l'a découpée en 3 départements français, qui sont restés jusqu'en avril 1962.
- La Nouvelle-Calédonie, qui était une colonie autonome sous l'Empire.

L'ensemble des possessions françaises outre-mer représente environ 1 million de km² (soit 2 fois la superficie de la métropole), 5 millions d'habitants (ce qui est peu, comparé aux 36 millions d'habitants de la métropole), et des échanges économiques valant environ 600 millions de francs-or par an, ce qui, bien que notable, n'est pas bien élevé.

En 1914, le bilan est autrement plus impressionnant : l'empire colonial français mesure 11 millions de km² (soit 22 fois la taille de la métropole), compte 50 millions d'habitants (environ 1,5 fois le nombre d'habitants métropolitains), et les échanges valent environ 2 milliards de francs-or (ils restent donc à la traîne : c'est un empire colonial vaste et peuplé, certes, mais pas rentable du tout).

- Raisons

- Raisons techniques, imposées par la logique des faits : la colonisation se fait sur la base d'initiatives locales, d'un phénomène de « boule de neige » (les militaires partent contrôler l'arrière-pays, puis s'y établissent, vont contrôler plus loin, etc).

- Volonté d'expansion

Dans la plupart des cas, la France a voulu coloniser pour des motifs :

- Politiques : des raisons de politique intérieure
Les hommes au pouvoir avaient comme programme d'agrandir le territoire. Gambetta et Ferry ont représenté en France le début de la deuxième vague de colonisation.
- Économiques : les pays colonisés ont été exploités par les colonisateurs. Dans le cas français, la République n'était pas mue par des préoccupations économiques (contrairement à l'Espagne ou à la Belgique, par exemple, ou à la colonisation de l'Afrique du Sud, qui a mené à la Guerre des Boers entre le Royaume-Uni et les Pays-

Bas).

- Religieux : certains pays d'Europe ont colonisés poussés par un zèle religieux (l'Allemagne) ou par la fuite de discriminations (le Royaume-Uni vers l'Amérique du Nord). Là-dessus s'est greffée la colonisation commerciale (l'État financeur commerce avec les colons religieux).

Dans le cas français, la volonté religieuse a joué de façon curieuse : là où la République avait des colonies, il y avait des prêtres. Ceux-ci, pour évangéliser les populations locales, se risquaient dans des régions non-contrôlées par l'État. Ils créaient des missions, qui attiraient la population indigène. La République étant anti-cléricale, il y a eu une sorte de course de vitesse entre l'Armée et le clergé, pour limiter l'action et le développement de cette expansion religieuse.

- Démographiques

La population française entre 1870 et 1914 passe de 36 à 39,5 millions d'habitants, soit une hausse de 9,7%. Dans le même temps, la population allemande augmente de 51%, passant de 40 à 68 millions d'habitants.

Les colonies sont une façon de compenser un écart démographique qui ne cesse de se creuser par rapport à l'Allemagne : il naît en Allemagne 22 enfants quand 10 en naissent en France. La France est conduite à se projeter outre-mer en espérant compenser ses déficiences démographiques en Europe-même. C'est ce qui se produira.

- Idéologiques

La France voulait exporter, diffuser son modèle de République, son idéal de « liberté égalité fraternité », idéal qui ne sera évidemment pas tellement appliqué aux populations colonisées. Et puis les Européens se sentent supérieurs aux autres civilisations, qui sont considérées comme primitives. Ils ont la conviction que leur devoir est de porter à ces civilisations leurs valeurs et idéaux afin de les améliorer.

Rudyard Kipling a nommé cela le « fardeau de l'Homme Blanc » (« *White's man burden* »). Les Français y ajouteront l'idéal républicain.

- Rivalités internationales

Au début du XIX^e siècle, l'Afrique apparaissait comme un gigantesque gâteau. Au fur et à mesure, les parts du gâteau devinrent de plus en plus petites, ce qui a provoqué des risques de guerres européennes.

En 1898, aux confins du Soudan et de la Haute-Égypte, la France arrive au Soudan par l'Est. À Fachoda, Français et Anglais se retrouvent face-à-face. La France a choisi de se retirer.

En 1911, à Agadir (Maroc), une canonnière allemande menace le protectorat français. Finalement, la France obtient son protectorat et l'Allemagne obtient de la France des territoires coloniaux le long de la côté Est-Africaine.

- Exutoire du « Revanchisme »

C'est une raison spécifiquement française.

La colonisation est une forme de compensation pour la revanche. L'idée de la revanche est essentiellement portée par les Républicains. À partir de 1879, ils entreprennent les différentes grandes actions colonisatrices : planifiées, organisées et financées par la République.

2 familles politiques refusent la colonisation :

- L'opposition de Droite : la colonisation apparaît comme une perte de substance, comme une hémorragie des forces françaises face au principal objectif : la revanche contre l'Allemagne. Bismarck dit la même chose à propos de l'émigration. Les

Républicains « opportunistes » essayent de stabiliser la République, et de ne pas se focaliser uniquement sur la revanche.

L'extrême-droite d'alors est également opposée à la colonisation : c'est le Cartierisme (de Raymond Cartier). Le phénomène se reproduira en 1962, quand l'extrême-droite se refusera à toute coopération avec le Tiers-Monde.

- Les socialistes s'opposent à la colonisation pour des raisons idéologiques. Quelques radicaux se joignent à eux. Globalement, le personnel républicain est profondément favorable à la colonisation.

- Les artisans de la colonisation

Ce sont évidemment des Républicains (Gambetta et Ferry).

Gambetta décide de la colonisation de la Tunisie, Ferry de celles de l'Indochine et du Congo. Leur successeurs continueront.

La France se dote de gros moyens pour la colonisation : institution d'une Armée coloniale (avec surtout la Marine coloniale, mais aussi l'infanterie coloniale), mise en place d'une politique officielle, etc. Une grande école (l'École coloniale) est même créée pour l'occasion, chargée de former les fonctionnaires qui géreront les colonies (elle a été fermée en 1962).

- Les résultats

En 1870, l'Algérie, la Guyane, les Antilles et la Réunion sont des départements (l'Algérie en contient 3).

Jusqu'en 1881, rien de nouveau : les monarchistes, hostiles à la colonisation, sont au pouvoir.

En 1881, obtention du protectorat sur la Tunisie (sur laquelle l'Italie avait également des visées, car elle est proche de la Sicile).

En 1885, toujours sous Jules Ferry, pénétration française au cœur de l'Afrique par le biais du fleuve Congo (grâce à l'explorateur Brazza), de l'Ouest vers l'Est. Le Dahomey, le Tchad et le Niger sont colonisés. La France pénétrera également directement par l'Est et le Soudan, mais ce sera un échec en 1898 (la mission Marchand s'effacera devant le Royaume-Uni à Fachoda).

En 1887, c'est la fin de la colonisation de l'Indochine (qui deviendra plus tard un gouvernement général avec Paul Doumer). C'est la seule colonie française profitable économiquement, grâce à son charbon, son hévéa et ses minerais.

En 1896, colonisation difficile et coûteuse en soldats à Madagascar, sous la direction du Général Galliéni. De plus, ce fut peu intéressant économiquement.

Enfin, de 1899 à 1904, on regroupe les colonies africaines françaises en deux grands ensembles : l'Afrique Occidentale Française (AOF), fondée en 1904, et l'Afrique Équatoriale Française (AEF), qui ne fera son apparition qu'en 1910.

Il ne manque plus que le Maroc. Rien ne justifiait l'établissement d'un protectorat français, sous la direction du Général Lyautey, au Maroc (le Maroc était un État ancien et bien organisé, classique, et relativement moderne, bien que monarchique), sinon la volonté d'agrandir l'Empire colonial. La France et l'Espagne (qui y a gardé des enclaves) vont se le partager en 1911.

2. La politique étrangère

- La France isolée (1871 – 1890)

La France est isolée du reste de l'Europe par le génie diplomatique de Bismarck : après avoir unifié l'Allemagne autour de la Prusse, le chancelier allemand crée deux réseaux d'alliances : l'Alliance des 3 empereurs (Allemagne, Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman), et la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie).

Ne reste que la Grande-Bretagne, qui n'est l'alliée d'aucun pays. La Reine Victoria a cependant pour neveu l'empereur d'Allemagne, Guillaume II. Le Royaume-Uni vit dans son

« splendide isolement ». Elle est encore la première puissance industrielle au monde, et une puissance coloniale impressionnante. Elle n'a donc pas besoin d'une alliance s'il y a un équilibre en Europe.

La France semble donc condamnée à l'isolement et à l'ouverture vers l'outre-mer. Le système de Bismarck se dérègle pourtant lors d'un événement en 1888 : l'arrivée de Guillaume II sur le trône, qui découragera Bismarck (démission du chancelier en 1890). Le développement du pan-germanisme commence vers cette époque. Le pan-germanisme stipule grosso-modo que tout ce qui est lié à la culture allemande doit un jour être regroupé en une seule entité.

- La phase d'ouverture

À chaque erreur allemande, la France s'ouvre un peu plus. S'il y a pan-germanisme (basé sur le nationalisme allemand, et créé vers 1792-93), les Russes prennent peur, et créent le pan-slavisme (tout ce qui est slave doit se retrouver sous l'autorité du Tsar de Russie). La France en profite pour se rapprocher de la Russie en 1891. Rien ne justifiait pourtant ce rapprochement franco-russe : la France est la seule république en Europe, tandis que la Russie est un modèle de monarchie absolue régnant sur une population arriérée. Toutes deux se rejoignent pourtant sur le sujet de la crainte de l'Allemagne.

L'Alliance Franco-russe se fait sur des bases militaires et économiques : la France finance la révolution industrielle russe et lui fournit des armes. La Russie s'endette auprès de la France : ce seront les fameux « emprunts russes ».

Entre 1896 et 1901, la France amorce un rapprochement avec l'Italie. À la base, il y avait un problème colonial : l'Italie, « ennemie » de la France à l'époque, puisqu'alliée au Reich par le biais de la Triplice, contestait le protectorat français en Tunisie. Finalement, 3 accords seront signés entre la France et l'Italie, accordant un statut très avantageux aux colons italiens dans le protectorat français de Tunisie. En échange, la France invite l'Italie à coloniser la Libye (qui s'appelait la Tripolitaine, à l'époque).

En 1900, Victor-Emmanuel III arrive sur le trône d'Italie, et il est francophile. L'Italie et la France arrivent donc facilement à un accord sur le Maroc. Cela brise le système de Bismarck.

En 1904 enfin, la France et l'Angleterre se rapprocheront, ce sera l'« entente cordiale ». Sous Victoria, aucune alliance n'était possible entre les deux pays, malgré les efforts des diplomates français (d'autant plus qu'ils s'opposaient sur la Guerre des Boers, la France était partisane des fermiers d'origine hollandaise, ayant inaugurés l'apartheid). En 1902, Victoria meurt et la Guerre des Boers prend fin. La France et ses diplomates lancent leur « entreprise de charme ». Édouard VII, le nouveau souverain, est très francophile, cela facilite les choses.

Des accords concrets sont signés sur des possessions coloniales : la France reconnaît la suprématie britannique en Égypte, et l'Angleterre admet les « aspirations légitimes de la France à établir un protectorat sur le Maroc ».

En 1904, la Grande-Bretagne craint l'Allemagne (qui a lancé un programme de construction d'une flotte de guerre de la même taille que la flotte de guerre anglaise) et décide de conclure une alliance avec la France (d'autant que l'Allemagne est de plus en plus forte économiquement). Cette « entente cordiale », signée en 1905, sera complétée en 1907 par l'accord russo-britannique.

3. La Guerre de 1914 – 1918

La guerre commence par l'assassinat du prince héritier de l'empire Austro-Hongrois en Serbie. Les événements s'accélérent : l'Autriche-Hongrie attaque la Serbie (protégée par la Russie, alliée à la France). Le 2 août, c'est la mobilisation française, et le 3, c'est la déclaration de

guerre allemande.

Sur le front occidental, en 1914, la France est très vite envahie jusqu'à la Marne et dans les Flandres. À partir de là commence une guerre de tranchées, entre 1914 et 1917, dont l'exemple-type est Verdun : 500 000 morts en 1916 autour de Verdun, défendue par un certain Général Pétain.

En avril 1915, l'Italie est entrée en guerre contre l'Autriche-Hongrie. Au printemps 1917, la monarchie russe s'effondre. Le Tsar Nikolai II abdique, remplacé par le général Kerenski, qui essaye avec la Douma de faire fonctionner le pays. Cela paralyse son effort de guerre.

L'Allemagne peut donc déplacer ses attaques vers le front occidental.

En avril 1917, les USA, lassés de voir les U-Boote couler les navires américains, entrent en guerre.

La Russie sort du conflit au lendemain de la Révolution d'Octobre, qui voit les Bolcheviques prendre le pouvoir dans l'ancien Empire du Tsar : Lénine renverse Kerenski et instaure la dictature du peuple en octobre & novembre 1917. Lénine se dépêchera ensuite de signer avec l'Allemagne le traité de Brest-Litovsk, qui reconnaît les frontières de la Pologne et ampute la Russie de plusieurs territoires. Il peut ainsi construire tranquillement son Union Soviétique.

La dernière étape de la guerre est de nouveau une guerre de mouvement. Dans la Marne, les armées du Reich sont de nouveau stoppées.

Les deux armées sont épuisées par les 4 ans de guerre, et c'est bientôt la fin de la guerre.